Réponse de Didier Tescher, candidat EELV

Concernant le « Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance », demanderez-vous qu'il soit abrogé ? Oui / Non

Arguments : Des avancées nécessaires à l'économie européenne sont notoirement absentes de ce traité. Les Eurobonds, permettant une mutualisation des dettes des états membres et un moindre taux pour les plus endettés, ou la possibilité pour la BCE de prêter directement aux états sont deux des points les plus importants absents de ce traité.

Ou refuserez-vous de le ratifier ?

Oui / Non

Arguments:

Proposerez-vous l'application de la loi sur la Taxation des Transactions Financières sans attendre d'autres Etats européens et à un taux décourageant la spéculation financière ?

Oui / Non

Arguments : EÉLV est présent depuis des années dans ce combat. Envoyer des parlementaires écologistes à l'Assemblée national est un moyen de le faire avancer.

La finance doit redevenir un outil et non une fin.

Proposerez-vous une refonte du système fiscal afin de doter l'Etat de vraies ressources financières lui évitant au maximum le recours à des emprunts ?

Oui / Non

Arguments : Le nombre invraisemblable de niches fiscales à l'efficacité plus que douteuse, l'absence de fiscalité écologique, l'injustice de certaines mesures (TVA sociale, par exemple) amène à repenser notre fiscalité pour la rendre plus juste, plus efficace et plus pérenne.

Proposerez-vous une refonte du système bancaire imposant la séparation des activités d'épargne et d'investissement et interdisant aux banques de conserver des filiales dans les paradis fiscaux ?

Oui / Non

Arguments : Ce point figure dans notre programme. Il relève de la nécessité absolue.

Proposerez-vous un encadrement des taux de crédit pour les emprunts contractés par l'Etat et les collectivités locales ? Oui / Non

Arguments:

au sujet de la marchandisation des biens communs

Proposerez-vous une loi instaurant un service public de l'Eau sur tout le territoire avec une gestion locale démocratique prenant en compte sérieusement les enjeux écologiques, avec une tarification progressive incluant la gratuité des premiers mètres cubes et l'abandon de la part fixe ?

Oui / Non

Arguments : Là aussi, ce point figure dans notre programme, l'eau, comme l'énergie, la santé, les transports ou bien d'autres services encore, est un bien commun qui doit être accessible à tou-te-s à des conditions justes.

au sujet de la moralisation de la vie politique

Proposerez-vous une interdiction complète du cumul des mandats?

Oui / Non

Arguments : Limitation à un seul mandat pour à la fois renouveler le personnel politique et rendre efficace l'action des élue-s.

Proposerez-vous une limitation temporelle à 2 mêmes mandats consécutifs?

Oui / Non

Arguments : Comme précédemment, limitation à deux mandats, consécutifs ou non, pour les mêmes raisons.

Proposerez-vous une réduction significative (quel taux ?) des indemnités perçues par

les députés et les sénateurs pour participer à l'effort national ?

Oui / Non

Arguments : Limiter le montant des indemnités des parlementaires à la moitié de leur valeur actuelle moraliserait la vie politique dans le sens où être élu ne serait plus un plan de carrière mais bien un moyen de participer aux choix politiques.